XENOPHOBIE OU AFROPHOBIE EN AFRIQUE DU SUD POSTAPARTHEID : UNE CONTROVERSE MEDIATIQUE

IBINGA Stéphane Serge
(Université Omar BONGO)

Résumé :

Les violences récurrentes commises contre les migrants africains en Afrique du Sud, mettent en relief une nouvelle forme de racisme engendrée par une crispation sociale aux origines diverses. La particularité de ce problème social met en lumière la haine et le rejet par des Noirs sud-africains d'autres personnes de race noire en raison de leurs origines étrangères. Ces violences souvent qualifiées par extrapolation de xénophobes par les médias créent une confusion totale dans la perception de ce phénomène. Ainsi, cet article propose une lecture critique de la situation en apportant quelques nuances sans pour autant minimiser l'impact des violences sur les victimes, l'économie, l'image du pays ainsi que sur les rapports diplomatiques de l'Afrique du Sud avec d'autres pays africains.
***Mots clé** : Xénophobie, afrophobie, Afrique du Sud, controverse, médias*

Abstract:

The recurring acts of violence committed against African migrants in South Africa highlight a new form of racism fuelled by social tensions stemming from a variety of factors. The distinctive nature of this social phenomenon highlights the hatred and rejection felt by black South Africans towards other black people because of their foreign origins. This violence, which is often broadly labeled as "xenophobic" in the media, creates complete confusion regarding the nature of this phenomenon. This article therefore offers a critical analysis of the situation, providing some nuances without, however, downplaying the impact of the violence on the victims, the country's economy, its image on international scale as well as its diplomatic relations with other African nations.
***Key words**: Xenophobia, Afrophobia, South Africa, controversy, media*

Introduction

La fin de l'apartheid en 1994 marque le retour de l'Afrique du Sud dans le concert des nations après un isolement longtemps assumé par le régime politique ségrégationniste, établi au pouvoir depuis 1948.

La nouvelle Afrique du Sud a suscité tant d'espoirs chez les nationaux que chez les étrangers, curieux de voir et de vivre les mutations sociales et politiques d'un pays longtemps coupé du reste du monde. La chute de l'apartheid ouvrit rapidement les portes à des flux migratoires issus de divers horizons, particulièrement en provenance d'Afrique subsaharienne. Très rapidement, la « lune de miel » qui suivit la célébration de la naissance de la « nation arc-en-ciel » fut de courte durée.

Les frustrations socio-économiques dans les quartiers populaires, marquées par un taux de chômage d'environ 33 %, une criminalité débordante et une pauvreté extrême, auront pour corollaires la stigmatisation des étrangers d'origine africaine. Les Noirs originaires des pays voisins ou des différentes régions d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre sont désignés de manière péjorative par le terme « amakwere-kwere », qui peut être traduit par « barbares » ou « étrangers noirs parlant des langues inaudibles ». Ils sont également qualifiés, de manière injurieuse et condescendante, de « foreigners » ou d'« aliens », termes renvoyant respectivement aux « étrangers » ou aux « personnes venues d'ailleurs ». Ces populations font l'objet de rejet et sont érigées en boucs émissaires, auxquels sont imputés nombre de maux sociaux. Le chômage, la criminalité, la propagation de maladies telles que le VIH ainsi que la crise du logement sont ainsi attribués aux populations noires originaires d'autres pays du continent.

Les flux migratoires des Subsahariens venus s'installer dans les townships et dans certains quartiers anciennement réservés aux

Blancs, puis ouverts aux populations noires sud-africaines à la fin de l'apartheid, à l'instar de Hillbrow à Johannesburg, ont subi les premières secousses d'attaques violentes, souvent qualifiées de xénophobes, à partir de 1998, seulement quatre ans après la libération du système politique raciste. Depuis lors, les années 2002, 2008, 2015, 2017, 2019, 2021 et 2026 ont vu la recrudescence d'actes de violence de Sud-Africains noirs contre d'autres Noirs venus du continent, avec de lourdes conséquences : destruction et pillage de biens matériels estimés à des centaines de milliards de rands et pertes en vies humaines.

Tous ces événements regrettables sont souvent qualifiés de violences xénophobes par les médias de tous bords. La couverture médiatique de ce phénomène devenu récurrent met en relief une nouvelle forme de racisme engendrée par une crispation sociale aux origines diverses. La particularité de ce problème réside dans le rejet, par certains Sud-Africains noirs, d'autres personnes noires en raison de leurs origines étrangères. Ces violences, souvent qualifiées de xénophobes par les médias, créent ainsi une confusion dans la perception et la désignation du phénomène.

En effet, la xénophobie se définit comme un sentiment hostile envers l'étranger. Cependant, l'Afrique du Sud postapartheid, rêvée par Nelson Mandela et vantée par l'archevêque Desmond Tutu comme une « nation arc-en-ciel », en raison de sa diversité raciale, ethnique et culturelle, est confrontée depuis plusieurs décennies à un cycle de violences. Celles-ci ne sont pas le fait de l'ensemble des Sud-Africains à l'encontre de tous les étrangers, mais résultent principalement d'actions perpétrées par certains groupes de Noirs sud-africains issus de quartiers socialement marginalisés et faiblement intégrés, à l'encontre d'étrangers noirs originaires d'autres pays africains.

Peut-on alors continuer de parler de violences xénophobes sans courir le risque d'amplifier le problème en ignorant les

spécificités sud-africaines ? Que dire de la protection des droits des réfugiés ou des personnes noires ayant acquis la nationalité par des procédures légales, mais qui sont également la cible des attaques en raison de leurs origines étrangères ?

Pour mieux analyser les violences qualifiées de xénophobes dans les médias, cet article propose une lecture critique de leur traitement médiatique, en apportant quelques nuances sans pour autant minimiser leur impact sur les victimes, l'image négative du pays et les rapports diplomatiques de l'Afrique du Sud avec d'autres pays africains.

Le débat médiatique autour de la terminologie « xénophobie » suscite une controverse sémantique et géopolitique, illustrée par des interprétations biaisées, passionnées et parfois contreproductives.

Peut-on qualifier systématiquement de « xénophobes » tous les actes de violence commis à l'encontre de personnes d'origine étrangère, sans qu'une enquête préalable ait permis d'en établir le mobile ? Cette question appelle une certaine prudence analytique. En effet, si une part importante des violences dirigées contre les migrants africains en Afrique du Sud présente indéniablement une dimension xénophobe, il serait réducteur d'attribuer à la seule xénophobie l'ensemble des actes de violence dont ils sont victimes. Certains épisodes peuvent également s'inscrire dans un contexte marqué par des frustrations socioéconomiques, des rivalités pour l'accès aux ressources et à l'emploi, des manipulations politiques ou encore la circulation de récits médiatiques et de représentations sociales contribuant à désigner les migrants comme responsables des difficultés rencontrées par les populations locales. Dès lors, l'origine étrangère de la victime ne saurait, à elle seule, suffire à établir le caractère xénophobe d'un acte de violence ; celui-ci doit être apprécié au regard du contexte, des motivations des auteurs, des discours mobilisés et, lorsque cela est possible, des résultats des enquêtes menées sur les faits.

En d'autres termes, l'analyse du phénomène met en lumière l'existence d'une afrophobie plutôt que d'une xénophobie généralisée, car le deuxième vocable pourrait laisser entendre une hostilité envers l'ensemble des étrangers. Or, les violences examinées ici ciblent principalement des migrants subsahariens noirs. Devrons-nous alors écarter l'argument relatif à l'existence d'actes xénophobes en Afrique du Sud ? La réponse est négative. Nous estimons que la terminologie la plus adaptée au contexte serait celle d'« afrophobie », entendue ici comme une forme de rejet et d'hostilité pouvant se traduire par des actes de violence envers des personnes noires originaires d'autres pays africains.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, la haine contre les personnes noires est liée à leurs origines étrangères. En d'autres termes, nous avons une forme de xénophobie sélective et racialisée, car la haine de l'étranger est surtout associée à une dimension raciale. Bien que des études démontrent que tous les Sud-Africains, Blancs et Noirs confondus, peuvent être hostiles à l'immigration des ressortissants africains dans leur pays, les violences à caractère xénophobe sont, quant à elles, principalement associées à une catégorie de Noirs désœuvrés. Cette nuance est nécessaire en raison de l'impact sociopolitique et diplomatique de la couverture médiatique du sujet.

En d'autres termes, le narratif médiatique sur la condition des migrants africains dans la société sud-africaine postapartheid ne contribue-t-il pas à construire des discours amplifiant les tensions identitaires, sociales, politiques et diplomatiques ?

À travers une approche critique du traitement médiatique et des débats publics sur les violences urbaines contre les ressortissants africains en Afrique du Sud, cette étude examine la manière dont les médias nomment, représentent et interprètent ces violences. Elle entend montrer que le choix lexical n'est jamais anodin et constitue un enjeu majeur dans l'interprétation d'un phénomène social. De même, l'article

tente de déconstruire la représentation médiatique de l'altérité, car elle participe à intensifier la crise identitaire dans l'espace culturel postcolonial africain.

D'un point de vue théorique, la présente étude convoque la perspective postcoloniale pour analyser la représentation du Noir d'origine étrangère dans une société encore marquée par son passé colonial. Les auteurs comme Frantz Fanon et Aimé Césaire offrent une approche théorique fondée sur l'analyse de la psychologie du colonisé et du colonisateur.

Dans *Peau noire, masques blancs* (1952) et *Les Damnés de la terre* (1961), Fanon évoque les effets psychologiques de la colonisation et de l'appropriation du regard colonial par le colonisé dans un processus que Homi Bhabha décrit comme du « mimétisme ». Selon Fanon, la « violence horizontale », c'est-à-dire celle entre colonisés, est la résultante d'un système colonial fondé sur la doctrine du « divide and rule » (« diviser pour régner »), qui pousse les peuples opprimés à diriger leur frustration et leur haine les uns contre les autres plutôt que contre leur oppresseur commun.

En d'autres termes, les colonisés, à l'instar des Noirs sud-africains confrontés à la misère ambiante, souffrent d'un syndrome se manifestant par un défoulement des tensions socioéconomiques intériorisées. L'expression de la violence et de la haine contre des boucs émissaires devient une alternative pour les marginaux de la nouvelle société sud-africaine. Fanon condamne cette forme de violence autodestructrice et suggère plutôt une violence émancipatrice dirigée contre le système oppressif.

Pour sa part, dans *Discours sur le colonialisme* (1950), Césaire critique la déstructuration et la déshumanisation du colonisé, qui a développé des réflexes d'agenouillement ou d'infantilisation devant le colonisateur et surtout de rejet systématique de son identité et de sa culture négroïde.

En analysant les attitudes de certains Noirs sud-africains, la théorie postcoloniale permet de montrer que les imaginaires construits et hérités de l'apartheid n'ont pas totalement disparu avec la chute de ce système politique fondé sur la discrimination raciale. Au contraire, les attitudes et comportements discriminatoires continuent de fracturer le vivre-ensemble dans une société désormais démocratique et soumise aux défis de la mondialisation.

D'un point de vue méthodologique, l'article analyse le traitement médiatique, à l'échelle nationale et internationale, des violences contre les migrants africains en Afrique du Sud. Le corpus est constitué de débats télévisés, d'articles de presse et de contenus publiés sur les réseaux sociaux, retenus comme principaux outils de collecte et d'analyse des discours médiatiques.

Les articles de presse permettent d'examiner les choix lexicaux, les cadrages et les représentations des migrants ; les débats télévisés donnent accès aux prises de position et aux controverses publiques ; les réseaux sociaux permettent d'appréhender la circulation et la confrontation des discours sur ces violences. L'analyse de ces supports vise à dégager les tendances générales du traitement médiatique et le rôle des médias dans la construction de narratifs controversés, souvent structurés par des représentations héritées du colonialisme ou de l'apartheid. Il n'est donc pas question de dresser un échantillon statistique des médias, mais de scruter les principales orientations discursives relatives aux violences contre les migrants africains en Afrique du Sud.

Pendant que les médias locaux utilisent souvent une rhétorique anti-immigration ou projettent des images déshumanisantes des migrants africains en détresse, les médias étrangers récupèrent ces mêmes images pour exemplifier la barbarie noire contre d'autres Noirs du continent. Ces deux perspectives opposées suscitent des interprétations diverses. Localement, les médias

contribuent à renforcer les attitudes hostiles à l'immigration noire. À l'international, on observe deux tendances : la première traduit une forte indignation des pays d'origine des migrants ; la seconde ternit davantage l'image du continent dans son ensemble en soulignant son instabilité sociopolitique, l'incapacité des dirigeants à œuvrer pour l'unité africaine ainsi que leur échec à garantir un développement économique et structurel à leurs populations.
À travers la lecture de plusieurs travaux consacrés au rôle des médias dans la construction et la représentation de la xénophobie, nous avons particulièrement retenu le mémoire de Master de Marius Debonaire Mbetga, intitulé *Xenophobia and the Media: An Investigation into the Textual Representation of Black 'Foreigners' in The Daily Sun, a South African Tabloid* (February 2008–December 2008).

Ce texte montre clairement la tendance des médias locaux, notamment du tabloïd *The Daily Sun*, à construire des narratifs déshumanisants et une rhétorique fondée sur des stéréotypes autour des étrangers noirs en Afrique du Sud.
Pour structurer notre argumentaire, l'article examine, dans un premier temps, la controverse médiatique autour des violences urbaines perpétrées contre les Noirs d'origine africaine, puis aborde les raisons profondes de cette crise sociale avant de suggérer quelques pistes de réflexion susceptibles de favoriser une transformation sociale durable.

I. La controverse médiatique

Les médias étant nos sources d'information, la couverture médiatique d'un quelconque sujet influence nos opinions sur la question. En Afrique du Sud, la recrudescence des actes de violence contre les étrangers noirs venus du continent africain est amplement diffusée et commentée dans les médias locaux

et internationaux. Dans la plupart des cas, la xénophobie est l'argument principal justifiant les attaques des Noirs sud-africains contre les autres Noirs du continent vivant dans ce pays qui porte encore les stigmates d'un passé douloureux.

Le régime de l'apartheid a souvent usé des stratagèmes politiques pour instiguer des affrontements entre Noirs sud-africains sur la base des clivages politiques et ethniques. Dans les années 1990, la période de transition politique ayant précédé le tournant historique de la naissance d'une nouvelle ère à travers la première élection démocratique en avril 1994, la violence entre les personnes noires a fait plusieurs victimes. Dans le Kwazulu-Natal, les affrontements entre les sympathisants du parti Inkatha du leader Zulu, Mangosuthu Buthelezi, souvent armés par le pouvoir blanc, contre les partisans de l'ANC, parti incarné par le leadership de Nelson Mandela, d'ethnie xhosa, le pouvoir de l'époque n'hésitait pas à utiliser tous les leviers pour faire échouer le projet de rupture avec l'ordre ancien en semant la diversion et la division au sein de la communauté noire.

Ainsi, le pouvoir des médias a parfois contribué à détourner l'attention des questions essentielles. De nos jours, la province du Kwazulu Natal demeure la plus offensive et hostile contre les ressortissants d'autres pays africains.

En quoi, le discours médiatique sur les questions migratoires peut-il être source de xénophobie ? La société sud-africaine est-elle véritablement xénophobe ou plutôt afrophobe? Au-delà des concepts, la violence contre les étrangers noirs ne participe-t-elle pas à ternir l'image d'un pays et surtout d'une élite politique noire sud-africaine à qui l'on reproche de n'avoir pas apporté un bien-être social à leurs semblables depuis la fin de l'apartheid ?

A. Xénophobie

Le sentiment de rejet des étrangers noirs en Afrique du Sud est lié au narratif négatif véhiculé par certains médias sur les problématiques migratoires dans ce pays. Lesdits médias participent à construire des préjugés à travers un discours anti-migrant avec l'usage des terminologies répulsives et déshumanisantes. Dans *Writing Xenophobia: Immigration and the Press in Post-apartheid South Africa* (2000), Ransford Danso et David A. McDonald présentent leur rapport sur une étude portant plus de 1200 articles de journaux en anglais traitant de l'immigration et publiés entre 1994 et 1998. Les auteurs de ce livre démontrent que la presse sud-africaine a une part de responsabilité dans la diffusion des discours haineux contre les immigrés africains à travers cette analyse :

> Une grande partie des articles reproduit également des stéréotypes basés sur la race et le concept d'identité nationale dans le traitement de la question migratoire concernant les Noirs originaires d'autres pays africains, en les présentant, par exemple, les Mozambicains comme des voleurs de voitures et des Nigérians comme des trafiquants de drogue. Cette criminalisation des migrants originaires d'autres régions d'Afrique est aggravée par l'utilisation plus subtile de termes tels que « illégal » et « étranger » (dans le sens de personnes venues d'ailleurs et différentes des locaux), bien qu'ils soient vivement critiqués par des institutions comme les Nations unies pour leur responsabilité à répandre des fausses idées sur un groupe de personnes par ailleurs respectueuses des lois. (Danso et McDonald 2000 :1 ma traduction)[1]

[1] Citation en Anglais dans Danso et McDonald (2000 :1): "A large proportion of the articles also reproduce racial and national stereotypes about migrants from other African countries, depicting for example-Mozambicans as car thieves and Nigerians as drug smugglers. This "criminalization"

En effet, plusieurs médias détenus par les blancs n'ont pas beaucoup changé leur ligne éditoriale. Ces médias utilisent particulièrement un discours raciste pour désigner les migrants africains. De même, les médias publics (visant particulièrement l'audience noire) ont tendance à réclamer une identité nationale déconnectée du continent et caractérisée par une condescendance à l'égard des étrangers noirs pointant du doigt l'instabilité politique ou la crise économique sévissant dans les pays d'origine des migrants. Ce regard biaisé semble occulter plusieurs raisons justifiant la présence des Africains en Afrique du Sud.

En effet, depuis la fin de l'apartheid, le pays attire des milliers d'Africains pour les études, le tourisme, les opportunités économiques et parfois pour les enjeux sécuritaires ou climatiques. Cependant, dans le débat public et médiatique, il est courant d'entendre des slogans et des narratifs xénophobes. Pour accentuer l'idée d'une compétition entre les Sud-Africains et les migrants africains, des expressions et des titres sensationnels des médias contribuent à présenter l'étranger comme un concurrent à l'accès aux ressources disponibles limitées. « Illegal immigrants are stealing our jobs » (les immigrés volent nos emplois), « Foreigners are taking over » (les étrangers prennent le contrôle), « Foreigners are flooding South Africa », (les étrangers inondent l'Afrique du Sud), « Africa floods into Cape Town » (l'Afrique inonde la ville de Cape Town), « Foreign nationals are an added burden » (les étrangers constituent un fardeau supplémentaire).

En l'absence de données statistiques vérifiables permettant d'étayer de telles assertions, des affirmations non documentées

---

of migrants from other parts of Africa is made worse by the more subtle use of terms like "illegal" "alien", despite their being roundly criticized by institutions like the United Nations for contributing to misconceptions of an otherwise law-abiding group of people".

visant à associer les migrants noirs à la criminalité sont néanmoins récurrentes dans certains discours médiatiques. C'est notamment le cas de l'énoncé suivant : « *More than half of violent crimes in Gauteng committed by illegal immigrants* » (« Plus de la moitié des crimes violents commis dans le Gauteng le seraient par des immigrés en situation irrégulière »). De telles assertions, lorsqu'elles ne reposent pas sur des données empiriques vérifiables, peuvent contribuer à la stigmatisation et à la criminalisation symbolique des populations migrantes.

Dans la même veine, Mawadza Aquilina et Crush Jonathan (2010 :363) dénoncent l'usage des hyperboles dans le narratif médiatique sur l'aspect quantitatif sans véritable étude statistique préalable. Afin de susciter de la haine contre les migrants noirs, les médias ont tendance à présenter un argumentaire basé sur un usage excessif des termes hyperboliques. Les mots comme « influx » (afflux), « waves » (des vagues) et « hordes » (des hordes) pour désigner l'arrivée des migrants dans le pays, montrent clairement un sentiment anti-immigration provoquant chez les nationaux la peur d'être envahis par des étrangers. Les statistiques réelles produites par le recensement de la population contrastent les reportages alarmistes des médias.

En 2011, le recensement a identifié 2.2 millions d'étrangers sur 52 millions de la population générale. En d'autres termes, la population étrangère représentait 4.4% loin du narratif d'envahissement répandu par les médias et les politiciens. Il est vrai qu'il existe des milliers d'étrangers en situation irrégulière liée parfois aux faiblesses structurelles, aux dysfonctionnements administratifs (le cas des réfugiés sans papiers) et aux politiques migratoires inadaptées dans le pays. Mais, leur nombre ne saurait susciter un déséquilibre démographique inquiétant.

En 2026, les chiffrent n'ont pas beaucoup changé, car selon le site worldometers.info/fr/population-mondiale/afrique-du-sud-population/, le nombre des étrangers dans le pays est estimé à 3,9 à 4 millions de personnes sur une population de 65 millions ; soit environ 5% de la population totale.
Dans l'article « An unbating challenge : Media portrayal of xenophobia in South Africa", Kudzayi Savious Trisayi et Sadhana Manik accusent les médias dans tous les pays du monde de promouvoir le sentiment xénophobe dans leur traitement des questions migratoires. Les deux analystes concluent :

> On peut donc constater que la recherche à l'échelle internationale et nationale s'accorde à présenter les immigrés à l'aide de concepts péjoratifs tels que « illégal » ou « menace dangereuse », entre autres. D'après la littérature contemporaine, on peut essentiellement affirmer que certains articles de presse adoptent une approche alarmiste et sensationnaliste dans leur traitement des récits liés aux migrants. [2](Trisayi & Manik 2020: 4 ma traduction).

Le rôle controversé des médias dans le traitement des questions migratoires fait également l'objet de critique dans la manière de présenter les violences à caractère xénophobe en Afrique du Sud. Sur le plan local et international, la couverture médiatique de la recrudescence des attaques des Noirs sud-africains contre d'autres Noirs installés dans leur pays a un dénominateur commun. Tous les médias font référence au terme xénophobie pour désigner cette violence intercommunautaire occultant une analyse critique du phénomène.

[2] Citation en Anglais dans Trisayi & Manik (2020): «Therefore, it can be noted that both international and local scholarship converge on the framing of immigrants using disparaging concepts such as "illegal", "dangerous threats among other terms. Essentially it can be argued from the contemporary literature that some media articles are alarmist and sensationalist in their construction of migration stories".

Cette approche peut contribuer à fracturer davantage la cohabitation entre la communauté noire locale et les migrants africains. Dans les townships, certains individus xénophobes manifestent leur satisfaction face à la diffusion d'images déshumanisantes représentant les migrants, tandis que ces derniers développent, en retour, des sentiments de peur et de méfiance à l'égard des populations locales.
De même, qualifier tous les actes de violence contre les étrangers noirs de xénophobes semble absoudre la haute criminalité endémique dans ce pays en proie à des inégalités économiques criardes héritées de l'apartheid ainsi que le fort taux de chômage avoisinant 33%.

B. Afrophobie

Souvent assimilées à la xénophobie, les violences contre les migrants africains en Afrique du Sud relèvent plutôt de l'afrophobie, car tous les étrangers ne sont pas victimes de xénophobie. Seuls les Noirs originaires du continent sont la cible de la haine des nationaux de toute race confondue (Blancs, Noirs et Indiens). Cette nuance semble toutefois peu présente dans les discours médiatiques de tous bords.
En effet, l'afrophobie ou le sentiment contre les étrangers de race noire dans la société sud-africaine postapartheid est plausible comme le démontrent plusieurs études portées sur la xénophobie dans ce pays d'Afrique australe. Dans son article « Afrophobie in Mzanzi ? Evidence from the 2013 South African Attitudes Survey », Godwin Dube (2018) évoque le ressentiment des Sud-Africains contre l'immigration et conclut que tous les Sud-Africains blancs ou noirs sont xénophobes, mais sont plus tolérants avec des migrants blancs ou asiatiques.

> L'enquête émanant du recensement de la population de 1997 a également révélé que les Blancs et les Noirs

> manifestaient un ressentiment similaire envers les immigrés. Des conclusions similaires ont été tirées par Jonathan Crush, dont l'analyse s'appuyait sur l'enquête du recensement national de la population de 2006. Les enquêtes de 1997 et de 2006 ont toutes révélé que les attitudes des Sud-Africains envers les étrangers étaient plus hostiles que celles des habitants d'autres pays pour lesquels les données étaient disponibles. Bien que les résultats de l'enquête montrent que l'hostilité envers les étrangers en Afrique du Sud transcende les clivages de classe, de sexe et de race, les Sud-Africains ne considèrent pas les étrangers comme un groupe homogène. Des études ont systématiquement montré que les Sud-Africains préfèrent les immigrés originaires d'Europe et d'Amérique du Nord à ceux originaires d'Afrique. (Dube 2018:4 ma traduction)[3]

En effet, les migrants africains constituent l'une des catégories de populations étrangères les plus fortement exposées à l'hostilité en Afrique du Sud. Toutefois, l'intensité de cette hostilité varie selon le pays d'origine des migrants, leur appartenance ethnique et, surtout, la région sud-africaine dans laquelle ils résident.

Dube présente une analyse plus critique de l'afrophobie en Afrique du Sud, car toutes les communautés africaines ne sont pas traitées de façon homogène. Les Nigérians sont particulièrement les plus détestés, suivis des Zimbabwéens, Mozambicains et des Somaliens pour des raisons diverses

[3] Citation en Anglais dans Dube (2018) : The 1997 SAMP survey also found that both whites and blacks were similarly hostile to immigrants. Similar findings were obtained by Jonathan Crush, whose analysis was based on the 2006 SAMP national survey. Both the 1997 and 2006 SAMP surveys found that South Africans' attitudes towards foreigners were more hostile than other countries for which data were available. Although survey results show that the hostility towards foreigners in South Africa cuts across class, sex and racial divides, South Africans do not regard foreigners as a homogenous group. Studies have consistently shown that South Africans prefer immigrants from Europe and North America to those from Africa.

notamment liées au discours politique et l'instrumentalisation des médias.

Tandis que les Angolais, les Congolais (RDC) et les Basotho (habitants du Lesotho) sont plus tolérés. L'image négative des Nigérians est en partie liée à la criminalisation de cette communauté par les médias. Certains ressortissants des pays voisins comme les Zimbabwéens ou les Mozambicains, Botswanais ou Swati (Eswatini) peuvent être acceptés ou détestés sur la base de leur appartenance au même groupe ethnique de la région sud-africaine où ils sont installés. Les langues parlées dans les pays voisins font partie d'un héritage culturel commun avec les langues sud-africaines (Tsonga, Tswana, Ndebele, Swati, etc.). Aux frontières sud-africaines, les populations des pays limitrophes ont en partage la langue parlée en Afrique du Sud.

Paradoxalement, l'héritage de l'architecture coloniale des frontières africaines illustre l'incongruité de la répartition territoriale de nos pays. N'ayant jamais tenu compte des appartenances culturelles des peuples, la conférence de Berlin (1885) a tracé des frontières arbitraires qui continuent d'être à l'origine de plusieurs conflits transnationaux dans l'espace postcolonial contemporain.

L'analyse de Dube montre que la problématique de l'afrophobie nécessite de prendre en compte plusieurs paramètres pour mieux cerner les nuances d'un phénomène assez complexe, mais souvent traité de façon hâtive et superficielle. L'afrophobie n'est pas un mal sud-africain en particulier, mais un phénomène mondial hérité de l'imaginaire colonial stéréotypé sur l'altérité noire. Celle-ci est culturellement renforcée par le narratif médiatique.

Par ailleurs, ce sentiment sélectif contre une communauté étrangère particulière en Afrique du Sud repose sur trois éléments essentiels à savoir : la race, l'origine et le genre des migrants.

Les ressortissants africains sont détestés parce qu'ils sont en compétition avec les hommes noirs sud-africains qui les accusent de voler leurs emplois et leurs femmes. De plus, tous les maux de la société leur sont attribués, et décrits comme des phénomènes sociaux nouvellement importés dans leur pays.
Toutefois, la haine des hommes noirs contre les ressortissants africains est contrastée par l'attitude des femmes qui avouent être mieux traitées par les étrangers que par les nationaux. En effet, l'Afrique du Sud a les chiffres les plus alarmants en matière des violences basées sur le genre (VBG). En se fiant aux données de l'ONU Femmes, Khanyisile Ngcobo, Nomsa Maseko et Danai Nesta Kupemba, journalistes de la BBC, rapportent que « 15 femmes sont assassinées chaque jour dans le pays… L'Afrique du Sud connait l'un des taux les plus élevés de violences sexistes au monde, avec un taux d'homicides des femmes cinq fois supérieur à la moyenne mondiale » (2025)[4].

L'afrophobie n'est pas un phénomène unique à l'Afrique du Sud, car comme le racisme, le sentiment afrophobe est présent en Europe, en Amérique du Nord, en Asie (Chine, Japon et les pays du golfe Persique). Toutefois, la singularité sud-africaine repose sur les auteurs de la haine et de la violence contre les migrants noirs. Paradoxalement, des Sud-Africains noirs sont hostiles à d'autres Africains noirs installés dans leur pays. Mais, en plus des attitudes anti-immigration noire, l'Afrique du Sud fait régulièrement face à la guérilla urbaine à travers des émeutes à caractère xénophobe dans les townships, les quartiers défavorisés. Ces violences tendent désormais à s'étendre aux espaces urbains.

[4] *www.bbc.com/afrique/articles/c0r9w588147o*, (consulté le 8 juin 2026).

C. Image écornée de l'Afrique du Sud

Au-delà des concepts xénophobie ou afrophobie, une réalité demeure implacable à travers les médias présentant une image écornée de l'Afrique du Sud comme un pays hostile aux migrants africains. La récurrence de violences contre les migrants suscite beaucoup de réactions émotionnelles et diplomatiques avec des implications socioéconomiques importantes.

Les attaques contre les ressortissants des pays africains ont fragilisé les rapports diplomatiques entre l'Afrique du Sud et les pays d'origine des migrants à l'instar du Nigeria dont les membres du Sénat ont publiquement invité les plus hautes autorités du pays à prendre des mesures contre les intérêts économiques sud-africains sur le marché nigérian par exemple dans le domaine des télécommunications (MTN), la télévision numérique (DSTV) et d'autres distributeurs des produits manufacturés provenant de ce pays d'Afrique australe. Dans la même veine, les autorités ghanéennes et malawites ont récemment décidé d'affréter des avions pour le rapatriement de leurs concitoyens.

Les images des populations armées de gourdins et des machettes traquant les étrangers mettant en lumière la complicité des policiers et la passivité des détenteurs de l'autorité à mettre un terme aux violences illustrent l'échec d'un pays en panne de gouvernance. Les images montrant des policiers demeurant sans réaction face aux violences commises en leur présence semblent témoigner d'une défaillance des forces de l'ordre dans l'exercice de leurs missions régaliennes, notamment en matière de protection des personnes et de respect des droits humains.

De même, la traque des migrants africains dans les rues par les Sud-africains noirs leur exigeant la présentation de leurs cartes

de séjour et la fermeture de leurs échoppes, outrepassant le rôle du ministère de l'Intérieur (Home Affairs) et celui du Commerce, renvoie une image d'un État anarchique où règne le vigilantisme ou l'autojustice et non un État de droit.

La déshumanisation des migrants africains ne cesse de susciter des sentiments de déception et d'amertume envers les Sud-Africains à travers l'Afrique entière rappelant que pendant l'apartheid tout le continent s'était engagé dans le combat panafricain pour la libération du peuple noire en Afrique du Sud.

Paradoxalement, la nation arc-en-ciel a souvent été le laboratoire des idées panafricanistes. L'afrophobie est en totale contradiction avec le concept d'Ubuntu. Cet humanisme et solidarité à l'africaine qui définit l'altérité comme un instrument essentiel d'identification et d'appartenance à la société humaine. Cette philosophie se résume par la formule « Umuntu Ngamuntu Ngabantu » (une personne est une personne à travers les autres personnes). En d'autres termes, c'est à travers les autres qu'on prend conscience de son humanité. Cette sagesse africaine endogène aux traditions culturelles noires sud-africaines contraste avec les représentations de violence à l'égard d'autres personnes noires.

L'héritage du fondateur du Mouvement de la Conscience noire, Steve Bantu Biko, est également mis à rude épreuve. Ce mouvement ayant redonné de la fierté à l'identité raciale et culturelle des Sud-Africains noirs qui continue à être une inspiration pour tous les militants de la justice raciale à travers le monde.

En outre, l'inestimable contribution de l'Afrique du Sud à la construction de l'intégration africaine, notamment à travers la création du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), sous l'impulsion de l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki en juillet 2001 lors du 37^{e} sommet de l'UA à Lusaka (Zambie), constitue un autre symbole

important du rayonnement diplomatique de ce pays sur le continent. Cette contribution, qui s'inscrit dans la réalisation de l'ambitieux projet d'intégration africaine, se trouve toutefois ternie par la récurrence des violences xénophobes visant les populations étrangères, notamment africaines, sur le territoire sud-africain.

C'est aussi l'Afrique du Sud qui pour la première fois a permis de hisser une femme à la tête de la Commission de l'Union Africaine, en la personne de Nkosasana Dlamini Zuma (de 2012 à 2017).

Depuis la fin de l'apartheid, le pays s'est positionné comme le porte-étendard de l'unité africaine à travers ses actions diplomatiques, cependant, les violences persistantes à l'égard des migrants africains semblent éclipser cette belle image.
En raison de sa résilience face à la barbarie coloniale, l'Afrique du Sud a souvent suscité ~~de~~ l'admiration du continent sur tous les plans. Mais, la participation de son équipe nationale de football au match d'ouverture de la Coupe du Monde 2026 face au Mexique a vu les Bafana Bafana souffrir du rejet des supporters africains dans le stade et à travers le continent. Une réaction inhabituelle des supporters africains qui ont voulu traduire leur désapprobation face aux traitements inhumains des migrants africains diffusés dans les médias. Les artistes sud-africains subissent, à leur tour, les conséquences de ces violences, plusieurs de leurs concerts prévus à travers le continent africain ayant été annulés.

II. Raisons profondes des violences

Le leadership diplomatique et économique de l'Afrique du Sud sur le continent semble s'affaiblir dans un contexte marqué par des tensions communautaires récurrentes et une gestion

contestée de la crise migratoire. Longtemps perçu comme la locomotive économique du Continent, le pays de Nelson Mandela peine à s'affranchir de certaines inégalités socioéconomiques héritées de l'apartheid.

A. Facteurs historiques

Pendant l'apartheid, l'Afrique du Sud était soumise à un isolement international marqué par des sanctions et un embargo qui limitaient considérablement ses relations avec le reste du monde. Dans ce contexte, la présence des populations immigrées était moins visible que durant la période postapartheid. Des travailleurs migrants originaires des pays voisins, notamment ceux employés dans les secteurs minier et agricole, étaient néanmoins déjà présents sur le territoire sud-africain. À l'instar des populations noires sud-africaines, ils étaient soumis à diverses formes de discrimination, de surveillance et de contrôle inhérentes au système de l'apartheid.

Parallèlement, la mobilité des populations noires était strictement encadrée par les politiques de contrôle territorial et les lois régissant les déplacements. Le régime de l'apartheid restreignait notamment leur liberté de circulation au moyen du *dompas*, document administratif dont la possession était indispensable pour se déplacer dans certaines zones. Issu de l'afrikaans, le terme *dompas* constituait une appellation péjorative renvoyant littéralement à l'idée de « passeport pour les stupides ». L'obtention de ce document, souvent entravée par des procédures administratives complexes et dysfonctionnelles, était pourtant essentielle pour limiter les risques d'arrestation lors des contrôles de police. Il pouvait également faire office de permis de travail, dont la détention conditionnait l'accès légal à certains emplois.

Ces dispositifs de contrôle de la mobilité s'inscrivaient plus largement dans une politique de ségrégation et de territorialisation des populations. Dès 1950, avec le *Population Registration Act*, le régime d'apartheid avait instauré une classification raciale systématique de la population, qui servit de fondement à la mise en place et au renforcement du système des bantoustans. Ceux-ci visaient à assigner les populations noires à des territoires distincts, présentés comme leurs « patries » respectives, et à limiter leur présence dans les espaces réservés à la population blanche. Cette politique territoriale participait ainsi à la construction d'un ordre social fondé sur la séparation des groupes et sur la restriction des interactions entre eux. Elle contribua à entretenir une culture de méfiance à l'égard de la mixité sociale et de la diversité ethnique, conformément à une logique politique de fragmentation et de division des populations.

Dès lors, les mobilités transnationales qui se développent après la fin de l'apartheid ne doivent pas être considérées comme un phénomène entièrement nouveau. Elles s'inscrivent davantage dans la continuité de mouvements migratoires antérieurs, dont l'ampleur et la diversité se sont progressivement accrues avec l'assouplissement des restrictions à la mobilité, la transformation du cadre juridique et politique, ainsi que l'ouverture de l'Afrique du Sud au continent africain et au reste du monde.

De même, les anciennes lois de l'apartheid continuent d'influencer les faits et gestes de certains Sud-africains qui ont du mal à s'affranchir de la ghettoïsation mentale héritée des mécanismes coloniaux. Un des reproches faits aux migrants africains est de profiter de leur situation de confort matériel supposé pour s'arracher les « femmes » sud-africaines qui les préfèrent à leurs hommes, suscitant une forme de jalousie masculine des locaux.

Estimant que les femmes sud-africaines sont « leur propriété », les nationaux, d'une moindre mesure, criminalisent l'acte sexuel entre les étrangers et les femmes du pays, rappelant la loi sur l'immoralité (Immorality Act). Pendant l'apartheid, cette disposition interdisait toute relation sexuelle interraciale donnant l'impression que les femmes d'une communauté sont la propriété des hommes de cette communauté et ne sauraient avoir une relation en dehors de celle-ci. Par conséquent, les migrants sont perçus comme des pourfendeurs d'un principe culturel hérité de l'apartheid.

En outre, le discours colonial véhiculé et entretenu sous l'apartheid, qui présentait les dirigeants des États africains nouvellement indépendants comme incapables de construire des sociétés civilisées, harmonieuses et prospères, a longtemps été mobilisé par le régime raciste pour légitimer l'exclusion des populations noires sud-africaines de la gestion politique et institutionnelle du pays.

Cet argument continue de hanter la perception stéréotypée à l'égard des migrants africains en Afrique du Sud. Afin de justifier leur rejet en Afrique du Sud, les Noirs venus du continent sont jugés comme des personnes incapables d'apporter une quelconque plus-value. Ces migrants sont plutôt perçus comme des vecteurs des stigmates de leurs pays d'origine, notamment de la guerre, de la misère et des maladies.

Ransford Danso et David A. McDonald critiquent l'approche d'un journaliste qui se sert des mêmes stéréotypes sur les autres pays africains pour justifier le discours anti-immigration : « tant que l'Afrique du Sud restera le pays le plus riche et le plus puissant d'un continent parsemé des États économiquement instables et mal gouvernés, le pays continuera

d'attirer un grand nombre de migrants » (2000 : 19 ma traduction).[5]
Cette lecture biaisée de la situation continue d'entretenir un sentiment de supériorité des Sud-Africains sur les autres Africains.

B. Facteurs structurels

Malgré le changement de régime politique en 1994, l'Afrique du Sud n'a pas jusqu'alors réussi à se débarrasser des vestiges de l'apartheid. Les inégalités raciales héritées de ce système politique n'ont pas disparu. L'économie demeure aux mains de la minorité blanche. Les townships réservés aux Noirs ou aux Métis sont les plus affectés par un chômage endémique et un taux de criminalité inquiétant. L'absence des structures de base dans les quartiers populaires érigés pendant l'apartheid pour servir de résidences précaires pour la main d'œuvre noire reste un obstacle pour s'affranchir de la pauvreté extrême et de la marginalisation.
Les insuffisances en matière d'infrastructures sociales, notamment les établissements scolaires, les structures de santé et les réseaux de distribution alimentaires favorisent le développement des activités informelles dans les townships. C'est paradoxalement dans le secteur des commerces de proximité que la majorité de migrants Somaliens, Zimbabwéens, Éthiopiens, Congolais, Nigérians, etc., opèrent en offrant souvent des emplois aux nationaux. Ce supposé confort socioéconomique des étrangers suscite de la jalousie et donne l'impression aux nationaux d'avoir perdu ce qui leur revient de droit. Ainsi, lors des émeutes, les vandales profitent

[5] Citation en Anglais dans DANSO, R. & McDONALD, D. "As long as South Africa remains the wealthiest and strongest country on a continent littered with economically unstable and dysfunctional nations, it will continue to attract a large number of migrants » (2000 :19).

de voler dans les échoppes des migrants justifiant un acte criminel par l'argument d'une haine contre les étrangers.
De même, en raison d'un désert sécuritaire caractérisé par un manque de postes de police de proximité, les quartiers populaires comme à l'époque de l'apartheid demeurent des zones de non-droit, exposant aussi bien les Sud-Africains que les migrants à des actes de violence sans aucune défense policière. Cette absence de structures policières de proximité explique le taux élevé de la criminalité dans les quartiers populaires sud-africains.
Par ailleurs, les employeurs montrent parfois une préférence pour les étrangers noirs en termes d'offres d'emplois précaires avec de maigres rémunérations souvent déclinées par les nationaux. Malheureusement, cette tendance à privilégier les travailleurs migrants au détriment de la main d'œuvre locale alimente un sentiment hostile à l'égard des ressortissants africains dans un contexte marqué par une forte concurrence pour des emplois devenus de plus en plus rares.
Les causes de l'afrophobie en Afrique du Sud sont liées aux facteurs historiques, culturels, socio-structurels et politiques. Depuis l'avènement de la démocratie en 1994, les gouvernements successifs ne sont pas épargnés de critiques pour les résultats insuffisants des politiques sociales et pour une gouvernance erratique gangrenée par la corruption.

C. Facteurs Politiques

La fin de l'apartheid n'a pas mis un terme aux inégalités socio-économiques comme le souhaitait la majorité de la population noire longtemps exclue de la gouvernance du régime colonial. L'arrivée au pouvoir de l'ANC suscitait beaucoup d'espoir pour redresser les inégalités criardes entre les Blancs (environ 8%) et les Noirs (environ 92% y compris les Coloureds). C'est dans cette logique que le successeur de Nelson Mandela,

l'ancien Président sud-africain Thabo MBEKI avait impulsé la BBE, c'est-à-dire, Black Economic Empowerment à l'exemple de l'Affirmation Action aux États Unis. C'est une politique de discrimination positive en faveur des Noirs, afin de leur permettre d'accéder à des postes de responsabilité et des emplois représentatifs. Malheureusement, la BBE a contribué à créer une nouvelle bourgeoisie noire empêtrée dans la corruption des élites. Les différentes politiques publiques n'ont pas favorisé un développement social durable, car les inégalités du passé perdurent. Les masses populaires continuent à être marginalisées.

De même, les acteurs politiques ont privilégié leurs intérêts égoïstes sans pouvoir régler les problèmes de fond qui continuent à maintenir les déséquilibres économiques entre la minorité blanche et la majorité noire. La question foncière, par exemple, a longtemps été éludée pour privilégier des arrangements politiques. Seul le parti de Julius Malema juge nécessaire de débattre de la question foncière pour rééquilibrer les injustices du passé. Cet article ne rentre pas en profondeur dans le débat posé par le leader de l'EFF (Economic Freedom Fighters) qui suscite de la polémique et des interprétations passionnées à la Maison-Blanche où le Président Donald Trump a dénoncé un supposé génocide blanc en Afrique du Sud. Néanmoins, cet article soutient la pertinence de laisser les Sud-Africains eux-mêmes débattre de cette question d'intérêt national.

La gestion des questions migratoires par les autorités gouvernementales présente plusieurs faiblesses de gouvernance. D'une part, il a été constaté que chaque période électorale coïncide avec les violences xénophobes, c'est le cas en mars 2019, mai 2024 et avril-mai 2026. Les acteurs politiques sont accusés de se servir des migrants comme boucs émissaires politiques pour des intérêts électoralistes.

Dans son article de presse « Afrique du Sud : la question migratoire au cœur des tensions », Sanaa Ou Amir Ahamada montre que la question migratoire est « devenue un enjeu politique », car poursuit-il :

> Selon plusieurs observateurs, le débat sur l'immigration est progressivement devenu un thème récurrent du paysage politique sud-africain depuis la fin de l'apartheid. Plusieurs responsables politiques ont été accusés au fil des années d'utiliser la question migratoire pour mobiliser une partie de l'électorat…L'approche des élections municipales prévues en novembre 2026 est considérée comme un facteur susceptible d'accentuer les tensions actuelles. (Ahamada : 22 juin 2026)

Bien que les périodes préélectorales aient souvent été marquées par des discours hostiles à l'immigration, le pays a enregistré d'autres vagues de fortes tensions anti-migrants en 2008, 2015, et en 2021. Ces violences sont également favorisées par l'absence d'un cadre juridique suffisamment adapté et efficace pour sanctionner les auteurs d'attaques visant les Africains vivant en Afrique du Sud. La formation du groupe nationaliste et anti-immigration en 2021, baptisé opération Dudula, « se présentant comme des initiatives citoyennes, dont les dirigeants revendiquent une approche qu'ils qualifient de légaliste et assument une présence importante dans l'espace public et sur les plateformes numériques » (Ahamada 22 juin 2026).
Au lieu d'être inquiétés par la justice, ces activistes qui organisent la traque des migrants en leur exigeant de rentrer dans leurs pays respectifs, semblent bénéficier d'un soutien politique des plus hautes autorités. Le président Cyril Ramaphosa a reçu, le 29 juin 2026, les représentants des mouvements anti-immigration, à la veille de la date butoir

qu'ils avaient fixée pour le lancement de manifestations visant à traquer les immigrés en situation irrégulière.

En accordant une audience à Ngizwe Mchunu et Nkosikhona Ndabandaba, deux figures emblématiques des mouvements nationalistes hostiles à l'immigration, le président Cyril Ramaphosa semble avoir adopté une posture ambivalente. D'une part, il réaffirme son attachement au respect des droits de l'homme et à l'État de droit. D'autre part, en reconnaissant le caractère préoccupant de la présence d'un nombre élevé de migrants en situation irrégulière, il peut être perçu comme accordant une certaine légitimité aux revendications portées par ces activistes, malgré le caractère illégal de certaines de leurs actions. Cette approche médiatique à tendance populiste vise à promouvoir le parti ANC, actuellement en perte de vitesse électorale depuis 2024, afin d'attirer un électorat de plus en plus critique vis-à-vis de la mauvaise gouvernance politique du pays.

Par ailleurs, le manque de diligence et d'efficacité dans la gestion administrative des dossiers de régulation des titres de séjours et statuts de réfugiés explique le nombre élevé des personnes en situation irrégulière dans le pays. Le phénomène des sans-papiers est aussi entretenu par des agents corrompus du Ministère de l'Intérieur (Home Affairs) qui profitent de la situation pour exiger des pots-de-vin aux migrants en leur promettant une régularisation de leurs documents. Dans le cas échéant, certains migrants sont conduits au centre de rétention de Lindela, créé en 1996 pour accueillir les personnes en situation irrégulière dans l'attente de leur rapatriement vers leur pays d'origine. Toutefois, les conditions déshumanisantes de ce centre de rétention surpeuplé et réputé pour son non-respect des droits humains contribuent à renforcer des images humiliantes des migrants.

En somme, les acteurs politiques ne jouent pas leur rôle régalien dans cette crise profonde. Le pouvoir en place est

accusé de complicité par Loren B Landau, auteur d'un article « Xenophobia in South Africa : state's complicity with gangs and vigilantes is threatening its ability to govern », paru dans le média en ligne *The Conversation.com*. Selon le journaliste :

> Il s'agit d'une entreprise politique menée conjointement par des groupes d'autodéfense et l'État, par le biais d'actes délibérés ou d'omissions. Parmi lesquels figurant le fait de ne pas sanctionner ceux qui pratiquent l'exclusion par la violence et d'autres formes de comportements illégaux. Cela inclut également les politiques migratoires qui diabolisent les personnes originaires d'autres pays. (Landau 17 juin 2026 ma traduction)[6]

III. Changement discursif et reconfiguration des représentations sociales dans l'espace public

A. À travers l'action politique

Le changement du discours politique peut impacter de façon tangible les mentalités dans une société qui a traversé de longues décennies de division ethnique et raciale. Un discours orienté vers l'inclusion de toutes les forces vives de la société pourrait apporter une plus grande ouverture. Les pouvoirs publics ne devraient plus se servir des migrants comme boucs émissaires pour se dédouaner de leur mauvaise gouvernance. Il est nécessaire de traiter les problématiques migratoires en se basant sur des analyses critiques, réalistes et dépassionnées. Les problèmes de gestion des frontières poreuses et la

[6] Citation en Anglais dans LANDAU, L. "it is a political entreprise co-produced by vigilante groups and the state through acts of commission and omission. These include failing to censure those who exclude through violence and other forms of illegal conduct. It also includes migration policies that demonise those from other countries" (17 juin 2026).

corruption des agents publics sont de véritables sujets d'intérêt national à prendre en compte dans le débat politique.
L'Afrique du Sud a besoin d'une classe politique pleinement investie dans l'amélioration des services publics. Les problématiques sociales telles que le chômage, la criminalité et l'absence des structures de base doivent constituer les axes prioritaires des pouvoirs publics, afin de réduire les inégalités socioéconomiques et de garantir une paix sociale durable.

B. À travers la sensibilisation sociale

La prise de conscience des masses pourrait changer la donne concernant le regard de l'étranger noir en Afrique du Sud. L'éducation des populations permettrait de mieux appréhender les aspects historiques, économiques et culturels des rapports entre l'Afrique du Sud et le reste du continent.
De ce point de vue, les campagnes de sensibilisation dans les quartiers sous-intégrés à travers des actions des ONGs, des églises, des programmes scolaires ainsi que l'implication des acteurs culturels (artistes, chanteurs, écrivains) permettraient de faire évoluer les mentalités des populations.

C. À travers les représentations médiatiques

Dans le cadre de la sensibilisation, les spots publicitaires et les débats publics médiatisés sur l'afrophobie, participeraient à briser les stéréotypes culturels des Sud-Africains vis-à-vis des migrants africains.
De même, la couverture médiatique sur les questions migratoires a souvent dépeint des images négatives et déshumanisantes des migrants. Cette approche a contribué à renforcer le sentiment afrophobe chez les nationaux. Un changement de narratif plus valorisant et dépourvu des préjugés permettrait de mieux comprendre les enjeux et les

défis de l'immigration. Par conséquent, les médias devraient jouer un rôle de catalyseur dans le changement de perception de l'altérité dans un contexte d'interconnexion culturelle accentuée par les réseaux sociaux.

En outre, la représentation médiatique des images sensationnelles destinées à la propagande et à satisfaire une idéologie occulte inévitablement les données statistiques et scientifiques sur les questions d'immigration. Il est urgent pour les professionnels du métier d'explorer les analyses critiques des publications scientifiques sur les problématiques migratoires, pour ne pas sombrer dans la vacuité argumentaire des créateurs de contenus à caractère xénophobe ou afrophobe.

Résultats

Bien que les résultats de l'enquête indiquent que l'hostilité envers les étrangers en Afrique du Sud traverse différents clivages sociaux, notamment de classe, de sexe et de race, ils montrent également que les étrangers ne constituent pas, dans les représentations sud-africaines, un groupe homogène. Plusieurs études mettent ainsi en évidence une préférence pour les immigrés originaires d'Europe et d'Amérique du Nord au détriment de ceux provenant d'autres pays africains. Cette différenciation invite donc à ne pas appréhender l'hostilité envers les étrangers comme un phénomène uniforme, mais à prendre en compte l'origine géographique et la racialisation des populations concernées.

Les facteurs associés à l'afrophobie en Afrique du Sud sont multiples et relèvent de dimensions historiques, culturelles, socio-structurelles et politiques. Depuis l'avènement de la démocratie en 1994, les gouvernements successifs font notamment l'objet de critiques concernant les résultats jugés insuffisants de certaines politiques sociales et les difficultés de gouvernance, auxquelles s'ajoutent des accusations récurrentes

de corruption. Ces éléments constituent toutefois des facteurs de contexte et ne sauraient, à eux seuls, expliquer les violences visant les migrants africains.

Discussion et Conclusion :

Dans cet article, il a été question de répondre à une exigence de clarté dans la compréhension de concepts parfois mal utilisés pour des raisons d'ignorance ou d'idéologie. L'analyse a montré que les violences visant les migrants africains en Afrique du Sud ne peuvent être appréhendées exclusivement sous l'angle de la xénophobie. Si l'origine étrangère constitue un facteur déterminant dans de nombreux cas, les résultats montrent également l'importance de la dimension raciale et sélective de ces violences, qui ciblent principalement des migrants noirs originaires d'autres pays africains. La notion d'afrophobie permet ainsi de mieux rendre compte de cette spécificité, sans pour autant exclure la dimension xénophobe du phénomène.

La problématique de la xénophobie en Afrique du Sud continue de susciter de vifs débats dans les médias, sans toutefois favoriser une analyse suffisamment critique et approfondie des causes, des manifestations et des enjeux de ce phénomène. L'étude du traitement médiatique a notamment révélé que le choix des termes, les cadrages et les représentations des migrants contribuent à construire des interprétations parfois réductrices et à amplifier les tensions identitaires, sociales et diplomatiques. Ainsi, la couverture médiatique ne se limite pas à rapporter les violences : elle participe également à la construction des représentations de l'étranger africain et de l'altérité.

Au-delà de l'opposition entre les concepts de « xénophobie » et d'« afrophobie », l'analyse met donc en évidence le caractère complexe et multifactoriel du phénomène. Les frustrations

socioéconomiques, les rivalités pour l'accès à l'emploi et aux ressources, les représentations sociales, les héritages historiques de l'apartheid et certaines manipulations politiques constituent autant de facteurs à prendre en considération. L'origine étrangère de la victime ne saurait, à elle seule, suffire à déterminer le caractère xénophobe d'un acte ; celui-ci doit être rapporté au contexte, aux motivations des auteurs et aux discours qui accompagnent les violences.

Au-delà des concepts, la couverture médiatique des problèmes migratoires en Afrique du Sud peut ainsi exacerber les tensions intracommunautaires et ternir l'image du pays à l'étranger. Cette situation interpelle les dirigeants de la nation arc-en-ciel sur la nécessité de prendre des mesures adaptées à la gestion de l'immigration et à la protection des migrants. La crise migratoire ne touche certes pas uniquement l'Afrique du Sud, de nombreux pays étant confrontés aux défis économiques et aux flux migratoires importants. Toutefois, la spécificité du cas sud-africain réside notamment dans les violences infligées à des migrants africains par certains de leurs compatriotes noirs, ce qui interroge les valeurs d'Ubuntu et de fraternité panafricaine.

Malgré son implication dans le projet d'intégration africaine, notamment à travers la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine), l'Afrique du Sud donne ainsi l'impression de demeurer marquée par certains héritages de l'apartheid. Le projet de l'Union Africaine visant à renforcer l'intégration du continent et à dépasser les frontières héritées de la colonisation pourrait difficilement atteindre ses objectifs si l'intégration sous-régionale, notamment au sein de la SADC, demeure confrontée à de telles tensions entre populations africaines.

Enfin, les résultats de l'analyse du discours médiatique invitent à une vigilance particulière quant à la diffusion d'images et de récits déshumanisants sur les migrants africains. De tels

narratifs peuvent alimenter, en retour, les représentations négatives des Africains dans d'autres espaces du monde. Il apparaît dès lors nécessaire de décoloniser les narratifs médiatiques et les imaginaires de l'altérité, afin de limiter les représentations stéréotypées et de consolider une solidarité panafricaine fondée sur la reconnaissance de la dignité et de l'humanité communes.

Références bibliographiques :

AHAMADA Sanaa Ou Amir, 2026. « Afrique du Sud : la question migratoire au cœur des tensions », in *ww.aa.com.fr*, 22 Juin 2026

BHABHA Homi, 2007. *Les Lieux de la culture : une théorie postcoloniale*, Payot, Paris

CÉSAIRE Aimé, 1950. *Discours sur le colonialisme*, Présence Africaine, Paris

DANSO Ransford et McDONALD David A, 2000. *Writing Xenophobia: Immigration and the Press in Post-apartheid South Africa,* Idassa, Cape Town

DUBE Godwin, 2018. « Afrophobie in Mzanzi ? Evidence from the 2013 South African Attitudes Survey », in *Journal of Southern African Studies*, journal homepage: *htt://www.tandfonline.com/loi/cjss20*

FANON Frantz, 1952. *Peau noire masque blanc*, Éditions du Seuil, Paris

FANON Frantz, 1961. *Les Damnés de la terre*, Édition Maspero, Lille

LANDAU Loren B, 2026. « Xenophobia in South Africa: state's complicity with gangs and vigilantes is threatening its ability to govern », in *The Conversation.com*, 17 Juin, Johannesburg

MAWADZA Aquilina et CRUSH Jonathan, 2010. "Metaphors of Migration: Zimbabwean Migrants in the South African

media", in J. Crush & D. Tevera (Eds.), *Zimbabwe's exodus: Crisis, migration and survival, pp* 363-374, Southern African Migration Programme (SAMP), Cape Town
MBETGA Marius Debonnaire, 2014. « Xenophobia and the media : an investigation into the textual representation of black 'foreigners' in *The Daily Sun*, a South African tabloid (February 2008-December 2008)". *Master's Thesis*, University of Western Cape, Cape Town
NGCOBO Khanysile, MASEKO Nomsa et KUPEMBA Danai Nesta, 2025. « L'Afrique du Sud qualifie la violence sexiste de catastrophe nationale après des manifestations », *www.bbc.com/afrique/articles/c0r9w588147o*, 21 novembre 2025
SOLOMON Hussein et KOSAKA Hitomi, 2013. "Xenophobia in South Africa: Reflexions, Narratives and Recommendations", in *Southern African Peace and Security Studies (SACCPS)*, vol2, N°2, pp 5-30, *www.sahistory.org.za/archaive/xenophobia-south-africa-reflections-narratives-and-recommendations-hussein-solomon-and*, Arusha
TRISAYI Kudzayi Savious et MANIK Sadhana, 2020. « An unbating challenge : Media portrayal of xenophobia in South Africa", *Cogent Arts & Humanities*,7:1, 1859074, DOI:10.1080/23311983.2020.1859074